



Le 25 juillet 2015

FNSEA et Jeunes agriculteurs de Seine  
Maritime  
Cité de l'Agriculture  
CS 30050  
76237 BOIS GUILLAUME CEDEX

**Hubert WULFRANC**

Conseiller Départemental du canton de Saint-Etienne du Rouvray  
Membre de la Commission Permanente  
Mairie de Saint-Etienne du Rouvray

**Objet : Crise du monde agricole - Rassemblement de Forges-les-Eaux**

Mesdames, Messieurs,

Très attentifs aux graves difficultés rencontrées par le monde agricole, nous avons bien reçu votre invitation à participer au rassemblement organisé à l'appel de vos organisations, le mercredi 26 août prochain à Forges-les-Eaux.

Avec les collègues du Groupe Communiste et Républicain, Front de Gauche, au Département, nous tenons tout d'abord à vous en remercier et à vous assurer de tout notre soutien solidaire, comme le font, je pense, tous les autres élus que vous ne manquez pas d'interpeller à juste raison.

En effet, personne ne peut décemment nier ou minimiser la situation inhumaine dans laquelle se trouve un nombre croissant d'éleveurs et d'agriculteurs.

Les justes revendications portées, tout comme la colère et le désarroi accompagnant les manifestations organisées au cours de ces dernières semaines en Seine-Maritime notamment, méritent un engagement convaincu, ferme et opiniâtre de tous. Et après ?

C'est là qu'il convient de faire la part des choses entre, d'une part, ce qui relève du soutien de principe, du soutien exclusivement solidaire par rapport aux conséquences d'une situation sur laquelle les pouvoirs publics nationaux ne veulent plus avoir de prise, et, d'autre part, ce qui relève du soutien actif, concret pour exprimer cette même nécessaire solidarité mais en luttant pour changer durablement cette situation.

Elus communistes du Front de Gauche, nous estimons que c'est bien le libéralisme économique tel qu'il gouverne à Bruxelles comme à Paris, sous les gouvernements Hollande comme sous les gouvernements Sarkozy, qui est directement à l'origine de la plupart des difficultés rencontrées et dénoncées aujourd'hui.

Le libéralisme économique conduit à la dérèglementation, au dumping social et fiscal, à l'abandon des politiques publiques de planification et d'intervention directe dans le champ économique au profit de stratégies privées élaborées par des groupes qui pratiquent la boulimie des marges et des concentrations-absorptions. Il conduit à l'appauvrissement du plus grand nombre au profit de l'enrichissement d'une poignée.

Ainsi, si l'action politique et publique ne se limite qu'au versement, par solidarité, de fonds publics destinés à aider les exploitants agricoles pour faire face aux difficultés qu'ils rencontrent, - ce n'est d'ailleurs pas ce qu'ils demandent -, alors, elle ne fait que gagner du

temps et remettre jusqu'à la prochaine crise la résolution des vrais problèmes qui, d'ici là, seront encore plus importants.

Le Parti Socialiste comme les Républicains ou ses alliés de l'UDI incarnent cette même conception passive de l'action politique, ces mêmes renoncements devant les logiques libérales au pouvoir.

A l'inverse, les organisations du Front de Gauche demandent que les élus du peuple prennent leurs responsabilités et agissent sur les causes et plus uniquement sur les conséquences des maux dont souffre le monde agricole.

Cela passe non plus par des négociations de salon à Bruxelles, mais par une action résolue, déterminée de la France pour exiger une autre politique européenne et corriger ou dénoncer les traités en vigueur qui cadennassent toute action publique volontariste. C'est à l'Europe de changer et de s'adapter pour servir ses citoyens et non le contraire.

Cela passe par un refus catégorique de poursuivre les négociations du futur traité commercial transatlantique TAFTA, conduites dans le plus grand secret. Ce traité porte en lui des choix encore plus funestes pour notre agriculture nationale.

L'Union Européenne a besoin d'une politique européenne régulatrice luttant contre les distorsions de concurrence.

Cela passe par la négociation avec les représentants du monde agricole, à l'échelle du pays et des régions, d'un projet rural planifié et donc assis sur des financements publics pluriannuels dont les futures grandes régions seraient les garantes.

Pour nous, ce projet rural doit être au service d'une agriculture devant se rapprocher des consommateurs, créer de l'emploi sur les territoires et respecter l'environnement.

Ce projet rural durable serait soucieux d'offrir aux agriculteurs un revenu décent, tout en contribuant à des pratiques agricoles équilibrées notamment en incitant un retour à des pratiques agronomiques adaptées et en mettant fin à la spéculation des denrées agricoles.

Au plan national, les parlementaires du Front de Gauche proposent de mettre en place un cadre législatif établissant une conférence annuelle sur les prix, permettant de déterminer un prix plancher d'achat aux producteurs, et d'appliquer un prix minimum pour chacune des productions. En effet, si l'on veut sauvegarder l'élevage en France il faut imposer au premier acheteur un prix minimum garanti couvrant les coûts de production et de rémunération du travail paysan.

De même, les parlementaires du Front de Gauche proposent d'instaurer un coefficient multiplicateur pour encadrer à la fois le prix d'achat et le prix de vente des produits alimentaires. Ce dispositif qui fait l'objet de l'article L611-4-2 du Code rural concerne à ce jour, uniquement le secteur des fruits et légumes. Son extension d'urgence à toutes les productions permettrait de sauvegarder le tissu agricole existant

Enfin, ces derniers proposent de rendre obligatoire l'indication des pays d'origine pour tous les produits bruts ou transformés.

Dans notre région, plusieurs propositions, dont je souhaite vous résumer ci-dessous les principales, contribuant à la mise en place d'un projet rural planifié ont été formulées récemment, à notre initiative, dans le cadre du Conseil Economique et Social Régional. Ce afin que le Département et la Région puissent enfin agir de concert à travers une politique novatrice et audacieuse, dotée de moyens incitatifs :

- Pour contribuer à réduire les transports agricoles, notamment en relocalisant des productions de denrées périssables à proximité des bassins de consommations

- Pour donner de la cohérence aux zones d'activités et aux zones commerciales étalées sur tout le territoire sur les meilleures terres en potentiel agricole, et dont certaines parties restent en friches.
- Pour favoriser la sauvegarde des corps de fermes voués à l'urbanisation, et les terres qui partent quasi systématiquement vers de grosses exploitations de cultures industrielles.
- Pour aider au démarrage les personnes qui ne peuvent pas accéder à la dotation « jeunes agriculteurs », de par l'inadaptation de la réglementation.
- Pour amplifier le soutien aux filières courtes afin d'insérer l'agriculture dans l'économie locale.
- Pour accompagner davantage les petites exploitations d'élevage comme le fait la Région Rhône-Alpes par exemple.

Notre groupe reste à votre écoute et à votre disposition pour soutenir tout projet ou action pouvant contribuer à ces objectifs. Vous souhaitant un franc succès pour votre mobilisation de mercredi.

Je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs, en l'expression de mes sincères salutations.

*Card. a la main*

Hubert WULFRANC  
Conseiller Départemental de Seine Maritime  
Canton de Saint Etienne du Rouvray  
Président du groupe Communiste, Républicain  
Front de Gauche



